

Guerres introuvables et guerres innommées **Pour un retour sur l'objet de la polémologie**

Patrick Schmoll

Laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" (UMR du CNRS n° 7043)
Université Marc Bloch, Strasbourg

La polémologie a pu être définie dans une acceptation extensive comme la "science des conflits", mais il reste qu'elle est étymologiquement d'abord la science d'un type précis, et donc restrictif, de conflit, à savoir le conflit guerrier. Pour expliquer comment la polémologie, initialement "science de la guerre", en est venue à élargir son objet, au risque de perdre de sa spécificité, et donc de sa visibilité, une partie des fondateurs de la discipline, Julien Freund en tête, ont fait valoir que la guerre, définie classiquement comme un conflit armé entre États, n'était qu'une des formes, idéal-typique, de conflit violent pouvant naître entre des collectifs ou entre des individus, et qu'il fallait la comprendre dans le cadre d'une étude générale des conflits : non seulement des conflits violents, mais également des formes organisées ou ritualisées de conflit introduisant une alternative à la violence (cf. Freund 1972).

Avec le recul, il apparaît que, si la polémologie a fini par se diluer dans une sociologie générale des conflits, voire dans la sociologie générale tout court (l'entrée "polémologie" a tout de même connu une éclipse d'une vingtaine d'années dans l'indexation des bases de données documentaires en sciences sociales), c'est aussi qu'elle a subi les effets d'une évolution des figures de la guerre elle-même qui étaient au départ son objet. Je renvoie ici à un certain nombre d'ouvrages récents et à paraître qui traitent de la disparition de la guerre dans sa définition classique de conflit armé entre États impliquant un début et une fin, la construction d'une figure consistante de l'ennemi, et des distinctions catégorielles sûres, entre l'intérieur et l'extérieur, entre le civil et le militaire, ou entre les niveaux de décision politique, stratégique et tactique (Gros 2006, Hintermeyer & Schmoll 2006, Johler, Lamine & Schmoll, à paraître) : si la définition de la guerre devient floue, il est logique qu'une discipline qui en fait son objet finisse elle-même par perdre en netteté.

Tout en me situant dans une filiation à Freund quant à l'intérêt pour la polémologie d'étudier toutes les formes de conflits (et toutes les formes de gestion et de solutions de ces conflits), j'insisterai par contre ici sur la nécessité d'un retour à une définition plus restrictive de cette discipline autour de l'objet guerre. La guerre connaît, selon les époques et les lieux, des transformations dans sa définition et ses formes, qui expriment les transformations de la société qui la pratique : étudier la guerre, c'est étudier la société toute entière. On peut donc à la fois être très ouvert quant aux *champs* qui peuvent concerner la polémologie (tous les conflits concernent effectivement la polémologie), tout en restant limitatif quant à *l'objet* de cette dernière, qui est suffisamment protéiforme par lui-même.

En effet, une définition de la polémologie par l'objet guerre permet de, et oblige à, se pencher sur la définition de la guerre elle-même, telle qu'elle est entendue par la société qui la pratique et, bien entendu, par la polémologie (ou la science de la guerre) de l'époque considérée. Définir la guerre implique notamment des effets de désignation. Quand le président des États-Unis qualifie "d'acte de guerre" l'attaque terroriste contre les tours jumelles de New York en 2001, il désigne en même temps un ennemi qui n'est pas un État souverain, et confirme, de la place d'autorité qui est celle du dirigeant de la puissance dominante dans le monde, sinon le flou dans ce qui est désormais la définition de la guerre, en tous cas un changement de paradigme (Hintermeyer & Schmoll 2006).

Je souhaite explorer ici un aspect de cette évolution contemporaine de l'objet guerre, qui est en rapport avec ces effets de désignation : il s'agit des situations de guerre qui ne sont pas nommées comme telles. J'introduis à cet endroit une distinction provisoire, et d'ailleurs fragile, entre guerres "innommées" et guerres "introuvables" : il n'est pas sûr qu'elle soit pertinente, car on verra à travers

les exemples ci-après qu'elles recouvrent les mêmes situations de fait et désignent essentiellement des points de vue différents sur ces situations.

Guerres introuvables

Plusieurs ouvrages ont titré récemment sur la Quatrième Guerre mondiale dans laquelle nous serions entrés depuis le 11 septembre 2001 (Huyghe 2004, Boniface 2005, Wolton 2006). Tous ces auteurs n'ont certes pas le même point de vue sur l'usage de cette appellation, mais celle-ci est, comme disent les linguistes, un acte de langage. L'ordinal "quatrième" implique que nous ayons connu une Troisième Guerre mondiale, qui se serait achevée depuis, puisque nous en sommes à la quatrième, mais dont nous ne serions pas tous avertis puisqu'elle ne figure pas dans nos livres d'histoire. C'est ce type de figure que je qualifie de guerre introuvable.

Ouest contre Est : la Troisième Guerre mondiale

La Troisième Guerre mondiale a été annoncée pendant quarante ans par de nombreux auteurs, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, et la figure en fut alimentée par la Guerre froide et la crainte d'une guerre nucléaire totale entre les États-Unis et l'Union Soviétique, dont on pronostiquait qu'elle serait un holocauste qui mettrait fin à la civilisation. Après la crise de Cuba en 1962, une période dite de Détente ou de Coexistence pacifique installe un *modus vivendi* entre les deux super-puissances, qui continuent cependant à s'affronter par pays du tiers-monde interposés. Le thème de la Troisième Guerre mondiale est relancé par différents auteurs à la fin des années 1970, dans une période qui connaît un regain de tension provoqué par l'accroissement de l'influence soviétique en Asie du sud-est et en Afrique (en Angola et au Mozambique). L'année 1979, en particulier, est marquée par l'invasion du Cambodge par le Vietnam, par la révolution iranienne et par l'intervention soviétique en Afghanistan. Le président Reagan, élu en 1980, réagit en relançant les dépenses militaires américaines. Les Jeux Olympiques de Moscou de 1980 sont boycottés par les États-Unis, ceux de Los Angeles en 1984 le sont par les Soviétiques. L'installation en Europe de l'est de fusées SS20 pointées vers l'Europe occidentale, et le retard pris par les Américains à réagir (l'installation des Pershing 2 ne débute qu'en 1983), offrent à l'Union soviétique la possibilité technique, au tout début des années 1980, d'envahir l'Europe occidentale, ce qui nourrit les craintes des stratèges occidentaux.

C'est dans ce contexte que paraît notamment un essai rédigé par l'ancien président des États-Unis Richard Nixon sur la guerre de fait que les Soviétiques n'ont selon lui jamais cessé de mener contre l'Occident sur les terrains économique, militaire et idéologique, notamment dans le tiers-monde (Nixon 1980). Plusieurs auteurs publient des essais de politique-fiction qui titrent explicitement sur la Troisième Guerre mondiale (Hackett 1978, Close 1981).

La Troisième Guerre mondiale n'a finalement pas eu lieu, si on considère que les deux grandes puissances ne se sont pas affrontées directement : l'effondrement de l'Union Soviétique, la chute du mur de Berlin en 1989, ont mis fin à la Guerre froide. Certains stratèges américains continuent cependant à considérer qu'elle a bien eu lieu et a été gagnée par les États-Unis. L'affrontement armé entre les deux super-puissances n'a jamais été direct. Mais l'ensemble des conflits qui se sont déroulés dans le tiers-monde ne prendrait sens que dans cette axiologie plus globale est-ouest.

De ce point de vue, il serait aussi légitime de désigner après-coup la Guerre froide comme ayant été la Troisième Guerre mondiale qu'il a été légitime d'appeler après coup Guerre de Cent ans la série de conflits qui opposa de 1337 à 1453 l'Angleterre et la France sur la question dynastique et la possession de la Guyenne, alors que ces conflits s'étalèrent dans le temps entre des périodes de non-guerre assez longue, et ne furent pas non plus perçus à l'époque comme une seule et même guerre.

Un précédent : la Guerre de Trente ans

Ce problème de la qualification après coup est une constante de la relecture historique des événements passés. Un conflit plus ancien, la Guerre de Trente ans, en fournit un bon exemple. L'historien britannique Geoffrey Parker, dans l'introduction à l'ouvrage qu'il consacre à cette guerre (1984), rappelle que l'enchaînement de conflits qui déchira l'Europe dans la première moitié du XVII^e siècle ne fut construit qu'après coup comme la figure d'une seule guerre commençant par la défenestration de Prague de 1618 et s'achevant par les traités de Westphalie de 1648. On admet que Samuel Pufendorf fut le premier à utiliser le terme de Guerre de Trente ans dans son *De statu imperii germanici* publié en 1667. Plusieurs écrits en allemand et en anglais existent dès les années qui suivent la paix de Westphalie, qui parlent de la Guerre de Trente ans en lui conférant par conséquent une unité explicative. Ce sont cependant des publications d'auteurs protestants qui avaient intérêt à démontrer que toutes les guerres menées en Europe depuis 1618 se ramenaient à un même combat pour la défense des libertés religieuses et constitutionnelles. L'Europe catholique voyait les événements tout autrement. Eberhard Wassenberg, l'un des historiographes officiels des Habsbourg, publie en 1639 une histoire du conflit jusqu'à cette date, qui ne considère chacune des campagnes que comme une nouvelle attaque lancée contre l'empereur, parlant ainsi de la Guerre danoise de 1625-1629, de "l'autre guerre d'Autriche" (le soulèvement paysan de 1626), de la troisième guerre de Transylvanie, de la guerre de Mantoue, et ainsi de suite. Le compartimentage est excessif, mais la plupart des catholiques voyaient au moins une grande différence entre les campagnes menées jusqu'en 1629, où l'empereur avait pour principaux adversaires ses propres sujets, occasionnellement soutenus de l'extérieur, et le combat qu'il mena à partir de 1630 contre des puissances étrangères qui n'avaient le plus souvent en Allemagne que des alliés peu nombreux et de peu de ressources.

L'histoire des acteurs et des témoins et l'histoire des historiens sont en décalage, ces derniers cherchant à donner forme et sens à des conflits localisés dans le cadre d'une explication plus générale que celle qui est accessible à l'expérience directe. On peut donc imaginer que les historiens de l'avenir pourront effectivement voir dans les conflits du XX^e siècle une unité qui justifiera d'en parler comme d'une Seconde Guerre de Cent ans.

Occident contre Islam : La Quatrième Guerre mondiale

Depuis la chute du mur de Berlin, la doctrine stratégique américaine a dû changer d'ennemi. Les néo-conservateurs américains se réfèrent souvent à l'essai de Samuel Huntington (1996), dont la thèse est que les conflits idéologiques ont fait place à des conflits culturels entre civilisations. L'attaque terroriste contre les Tours jumelles de New York, le 11 septembre 2001, a été, comme dit, qualifiée par le président Bush d'acte de guerre, et est ainsi considéré par certains stratèges, tel James Woosley, ancien directeur de la CIA, comme le début d'une nouvelle guerre mondiale des États-Unis et de l'Occident, cette fois contre les extrémistes islamistes.

La critique principale de ce choix de désignation est formelle : une guerre se déroule entre États, alors qu'en l'occurrence l'ennemi est un réseau d'organisations terroristes. Parler de guerre dans ce cas revient à accorder à Oussama Ben Laden un statut de quasi entité souveraine. A contrario, l'invasion de l'Afghanistan pour tenter de mettre la main sur le dirigeant terroriste n'a pas été présentée comme l'ingérence d'un état souverain dans les affaires et sur le territoire d'un autre, mais comme une opération de police. L'appellation "Quatrième Guerre mondiale" participe de la perplexité des approches géopolitiques devant une forme de guerre qui ne connaît plus les frontières, ni la distinction entre opération militaire et opération de police, ou entre ennemi intérieur et extérieur. On peut donc, à bon droit, hésiter entre s'en tenir à une définition classique, clausewitzienne, de la guerre comme conflit armé entre des États souverains, au risque que cette focalisation empêche de voir que les logiques guerrières sont aujourd'hui à la fois intra- et trans-étatiques ; et une définition plus extensive qui admette que les guerres civiles locales, la mouvance terroriste, voire les émeutes des banlieues, fasse partie de l'objet guerre de la polémologie.

Guerres innommées

La question se complique quand on constate que le discours, déjà controversé, des spécialistes de géopolitique qui parlent de Troisième et de Quatrième Guerres mondiales est critiqué par des auteurs qui proposent encore une autre lecture des mêmes réalités : l'axiologie est-ouest ou Occident-Islam cacherait le fait qu'il n'y aurait, depuis les débuts de la modernité, qu'une seule guerre, de nature impériale, menée contre le reste du monde par les nations occidentales endossant tour à tour cette figure de l'empire, et se concurrençant les unes les autres dans cette succession.

Europe contre États-Unis

Dans un essai rédigé au début des années 1980, je tentais de répondre à l'ouvrage de Richard Nixon sur les risques de conflit mondial réactivés par le regain de tension dans les relations est-ouest (Schmoll, 1983). Mon raisonnement visait à montrer que la figure de l'ennemi construite par Nixon masquait les enjeux réels, la structure conflictuelle objective sous-jacente. En effet, comme Nixon, je pensais qu'une guerre dont le théâtre serait l'Europe et le Moyen-Orient était probable à l'époque, que les Soviétiques pourraient être tentés par l'aventure militaire parce qu'ils savaient que les Américains n'auraient pas la volonté politique d'intervenir en cas d'invasion de l'Europe. Mais ma lecture était différente : pour moi, le monde avait cessé d'être organisé par l'antagonisme bipolaire est-ouest qui nourrissait les doctrines stratégiques depuis 1945. Les deux géants s'essoufflaient déjà économiquement et la montée de nouvelles puissances économiques, l'Europe, le Japon, et à plus long terme la Chine, permettaient d'entrevoir un monde multipolaire instable.

Dans ce nouveau contexte, l'antagonisme le plus significatif n'était plus orienté est-ouest, mais opposait en réalité les États-Unis et l'Europe. L'Union soviétique était hors jeu du fait de ses crises internes, et c'est moins par volonté expansionniste que pour les résoudre, que ses dirigeants auraient pu s'aventurer dans la guerre. Je soulignais au contraire (à une époque où, il faut tout de même le rappeler, cette position était contre-intuitive) les forces qui poussaient à une démocratisation à l'est et à un rapprochement des deux Europe : harmonisation des niveaux de vie, communauté de valeurs, inquiétudes de la Russie sur d'autres fronts que l'Europe (ses difficultés économiques, ses républiques musulmanes et le voisin chinois). A contrario, en cas d'invasion de l'Europe par les Soviétiques, les États-Unis ne seraient pas intervenus : moins par manque de moyens militaires ou de volonté politique, que par absence d'intérêt à protéger des concurrents économiques. Je prédisais en effet que si les Soviétiques ne s'occupaient pas de l'Europe, les Américains s'en chargeraient directement dans vingt ans, quand au début du XXI^e siècle le poids économique de l'Union européenne menacerait plus explicitement l'hégémonie américaine. J'insistais en particulier sur les foyers d'instabilité alimentés par les États-Unis dans le monde, notamment les conflits au Moyen-Orient, dans une région dont les Européens étaient davantage dépendants que les Américains pour leurs approvisionnements en pétrole.

Un certain nombre d'auteurs, surtout européens, ont repris plus récemment ce raisonnement pour répondre aux chantages de la guerre contre l'Islam. Ils considèrent que la doctrine politique de Huntington sert de paravent idéologique à une praxis dont les enjeux, non seulement ne concernent pas l'Europe, mais lui sont éventuellement préjudiciables. La position d'Alexandre Del Valle (2001) est que les États-Unis développent une stratégie hégémonique à l'échelle planétaire. Leur ennemi désigné, le fanatisme musulman, dissimule le réel adversaire qui est l'Europe. La guerre contre le terrorisme est en effet contre productive, car elle ne fait que stimuler ce dernier, voire le renforcer en l'élevant au rang d'interlocuteur. Par contre, une Europe forte et indépendante serait en mesure de constituer une vraie menace pour les intérêts économiques américains. C'est donc à travers une stratégie de foyers d'instabilité que les États-Unis essaient d'affaiblir toute velléité de consolidation et d'autonomisation de l'Europe actuelle, et a fortiori de formation d'une Grande Europe continentale.

L'ouvrage d'Emmanuel Todd (2002) essaie à son tour de déconstruire les apparences du théâtre international. Pour lui, la stratégie géopolitique des États-Unis ne saurait se comprendre exactement comme une stratégie d'hégémonie. Elle n'est pas entièrement intentionnelle, calculée, et est au contraire une stratégie de survie dans un contexte de déclin. Cette position, qui voit dans la faiblesse, et non dans la puissance, le moteur de la politique américaine, reprend un raisonnement que je développais vingt ans plus tôt, sur la base des évolutions longues de l'économie et de la démocratisation des sociétés, mais en y ajoutant les données de la démographie et de l'alphabétisation. Dans ce schéma, les États-Unis doivent acquérir un monopole mondial de la violence légitime, alors qu'ils n'en ont les moyens ni économiquement, ni militairement, ni idéologiquement. La technique utilisée est alors le micro-militarisme théâtral : démontrer la nécessité de l'Amérique dans le monde en écrasant lentement des adversaires insignifiants, comme c'est le cas de l'Irak. Le gros de son activité se concentre donc désormais sur le monde musulman, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Ordre contre chaos : la figure de l'Empire

Il existe un antagonisme objectif entre l'Europe et les États-Unis sur le plan économique, qui se traduit à certains endroits par des différends politiques. Mais, bien que cet antagonisme existe depuis plusieurs décennies, une guerre entre ces deux entités semble inconcevable : la guerre innommée est elle aussi une guerre introuvable. On doit donc se demander pourquoi.

La raison essentielle semble en être l'interdépendance économique de l'Europe et des États-Unis à l'ère de la mondialisation : les entreprises qui commandent les choix stratégiques ont cessé d'être nationales, leurs filiales couvrent tous les continents, et un conflit dur entre pays développés affecterait leurs intérêts. Des guerres locales dans des pays mineurs de la périphérie où elles ont faiblement investi leur posent des problèmes marginaux, mais une guerre au centre serait catastrophique.

Le problème des essais de géopolitique et de stratégie comme le mien il y a vingt ans ou ceux de Del Valle et Todd, c'est que, même si la guerre innommée est plus proche de la réalité objective que les guerres introuvables qui ont une réalité essentiellement idéologique, ils sont encore écrits dans un cadre de pensée qui reste celui des États nationaux, même regroupés en entités politiques supranationales. Leur raisonnement procède en termes d'antagonismes et d'alliances entre des entités solides, et on serait tenté de dire qu'il démontre la cohésion de ces entités par la construction de leur adversaire. Comme la stratégie est par définition historiquement liée à la guerre, c'est à dire à la maîtrise ou à la destruction d'un adversaire, qu'il faut donc d'abord identifier, on peut se demander si ce type d'écrit, géopolitique et géostratégique, est capable de penser une société sans extérieur, et cet extérieur autrement que comme hostile, dans une construction axiologique de la lutte entre le Bien et le Mal (dans une vision assez américaine des choses), ou entre le Juste et l'Injuste (dans une tradition que serait plus européenne).

Or, la mondialisation pose le problème d'un univers humain qui n'a plus d'extérieur. Au plan économique, les sociétés sont devenues interdépendantes. Il n'existe plus de groupe social qui puisse vivre en autarcie : tous les acteurs de notre univers, qu'ils soient individuels ou collectifs, dépendent d'autres acteurs, non seulement pour leur développement mais pour leur survie, et cette dépendance est réciproque, même si elle est inégalitaire. Il n'est donc pas possible de détruire l'autre car sa disparition menacerait notre propre existence. Nous sommes même obligés, dans notre propre intérêt, de nous assurer qu'il ne soit pas menacé par des tiers. A contrario, l'autre est lui aussi dépendant de nous, et il devient moins nécessaire de s'en défendre militairement dès lors que nous en sommes protégés économiquement parce que nous sommes mutuellement clients ou fournisseurs. C'est très précisément cet état de conscience qui caractérise les relations entre Américains et Européens depuis cinquante ans, et qui rend une guerre entre eux, notamment en

Europe, inconcevable¹. Cette situation est historiquement sans précédent, l'évolution du monde permet de penser qu'elle tendra logiquement à se généraliser, et elle modifie profondément la nature de la guerre.

La mondialisation et la complexification du social obligent à penser la guerre, non plus dans les termes d'un conflit contre un ennemi identifié, désormais difficile à définir et à stabiliser dans sa fonction, mais en termes systémiques, hérités des théories de l'information et de la complexité, comme une lutte de l'ordre contre le chaos. Le stratège de demain pense dans les termes extrêmes de l'empire universel, comme les anciens maîtres chinois et indiens du genre.

La figure de l'Empire telle qu'elle est réintroduite par Michael Hardt et Toni Negri (2000) représente à cet égard un point de vue intéressant qui permet de comprendre l'essence de la guerre à l'ère de la mondialisation. Selon ces auteurs, la souveraineté a pris une forme nouvelle, composée d'une série d'organismes nationaux et supranationaux unis par une logique unique de gouvernement. Cette forme de souveraineté, qui a succédé à la souveraineté étatique, ne connaît plus de frontières, ou plutôt ne connaît que des frontières flexibles et mobiles. L'Empire est sans limites spatiales (aucune frontière territoriale ne borne son règne), ni temporelles (l'ordre qu'il instaure suspend le cours de l'histoire et fixe l'état présent des affaires pour l'éternité). L'exercice du pouvoir y est également celui d'un savoir sur les choses et les êtres : il ne s'agit pas seulement de réguler les interactions humaines, mais aussi de réguler la nature même de l'humain. En cela, l'Empire est un bio-pouvoir.

Cette recherche du contrôle, à la fois politique, scientifique et technologique, sur ce qui est susceptible d'introduire le chaos, assigne à la guerre un statut paradoxal, puisque la fonction dernière de l'intervention armée serait de mettre fin à toute guerre : bien qu'il baigne continuellement dans le sang, l'Empire est dédié à la paix, une paix perpétuelle et universelle qui mettrait fin à l'histoire.

Conclusion

Guerres introuvables et guerres innommées sont l'indice d'un trouble de la pensée stratégique qui n'arrive plus à construire un ennemi consistant. Le risque d'un cataclysme nucléaire a mis hors jeu la possibilité d'une guerre entre nations telle que la concevait la stratégie classique, sur le modèle clausewitzien. La fin de la guerre classique n'est pas pour autant l'avènement d'une paix perpétuelle. À l'alignement des milliers de soldats et des colonnes de blindés succède l'activité imprévisible et isolée des soldats *high tech*, des groupes terroristes, des mercenaires, des chefs de clans. La fin de la guerre n'est donc pas non plus la fin de la polémologie, mais elle suppose une transformation profonde de son objet, dont le paradigme centré sur la figure de l'ennemi explique en grande partie la période de silence qu'a traversé cette discipline, en gros entre la disparition de l'Union soviétique comme ennemi plausible dans les années 1980 et la réapparition d'une figure de l'ennemi public international en 2001.

Un nouveau départ pour la polémologie passe par un retour sur la définition de son objet. Je ne pense pas qu'il soit pertinent de définir la polémologie comme la "science des conflits" en général : cette extension a participé à la perte de visibilité de cette discipline. La polémologie est étymologiquement la "science de la guerre", soit un certain type de conflit bien particulier.

A contrario, c'est la définition de la guerre qu'il nous faut réexaminer à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance des acteurs dans des sociétés complexes. La mondialisation et l'interdépendance ne suppriment pas les conflits, elles rendent seulement difficile l'organisation de ces derniers dans la forme-guerre classique, fondée sur la construction d'un ennemi extérieur

¹ Du moins dans l'espace modèle qu'a fini par constituer l'Union européenne. L'Europe occidentale de l'après-guerre a tout de même connu des conflits locaux intra-étatiques, en Irlande du nord et au Pays basque notamment. Mais on ne peut pas nier que les règles du jeu instaurées par cet espace ont empêché leur extension en conflits internationaux et ont exercé une pression forte dans le sens de leur rémission. Les pays de l'ex-Yougoslavie sont pareillement motivés à régler leurs différends pour pouvoir entrer dans l'Union.

substantiel, un État souverain de préférence. Par ailleurs, il existe une violence inhérente à l'humain qui fait que rien n'empêche qu'un conflit violent puisse se déclarer et se développer, malgré l'interdépendance économique des protagonistes, c'est-à-dire avec des effets suicidaires pour eux : le commerce n'adoucit pas à proprement parler les mœurs, il ne fait que métaboliser les pulsions meurtrières, lesquelles peuvent à l'occasion se manifester à nouveau à l'état brut. Par conséquent, tout en se centrant sur une définition restrictive de la polémologie par l'objet guerre, il convient par contre de se donner une définition de cet objet-là qui soit assez extensive : la définition classique de la guerre comme conflit armé entre des États souverains est trop étroite et restreint l'approche à un contexte historiquement et culturellement situé, celui des guerres modernes du XVI^e au XX^e siècles. Une approche de la guerre adaptée à ses multiples transformations au cours de l'histoire humaine devrait à mon sens partir de sa définition comme “conflit collectif armé”.

De définitions en définitions, on devine que le raisonnement nous entraînerait à préciser ce qu'on entend par collectif, et surtout, par arme. Ainsi que le fait remarquer F.-B. Huyghe dans ce même ouvrage, l'arme peut être définie médiologiquement comme un outil qui a pour caractéristique d'agir sur les humains au lieu d'agir sur les choses : caractéristique que partagent, par exemple, les moyens d'information, ce qui peut en faire, entre les mains qui les utiliseraient dans ce sens, des armes – seraient-elles non létales.

Ainsi que je l'indiquais en introduction, un retour à une définition plus restrictive de la polémologie autour de l'objet guerre n'est donc pas incohérent avec une filiation revendiquée à la “science des conflits” de Julien Freund. La guerre est une activité fondamentalement, entièrement humaine, et son étude se confond forcément, à un certain niveau, non seulement avec la sociologie des conflits, mais avec la sociologie générale. Dès lors, l'étude des conflits, y compris des conflits non armés, et même l'étude de la société en général en tant qu'elle est conflictuelle, si elle ne constitue pas l'*objet* de la polémologie, en est toutefois le *terrain* obligé. Car, d'une part, l'étude des conflits éclaire le fonctionnement de ce conflit idéal-typique qu'est la guerre, ainsi que l'avaient déjà argumenté les fondateurs de la discipline. D'autre part, et c'est ce qui est nouveau, le conflit armé à l'ère de la complexité et des nouvelles technologies, tend à instrumenter tout outil, appareil et moyen de communication comme une arme : ainsi, toute étude des usages d'outils, appareils et moyens de communication finit par intéresser la polémologie en tant qu'ils sont susceptibles de se comporter comme des armes. On peut même avancer que l'étude de la société dans son entier à un caractère polémologique si on considère celle-ci en tant qu'entité dotée d'une forme qui cherche à se pérenniser et tend à résister à ce qui pourrait la transformer ou la faire disparaître.

Il convient donc, en résumé, que la polémologie continue à étudier tous les conflits, voire les processus sociaux en général, dans la mesure où ils permettent de comprendre la guerre, d'autant plus que celle-ci tend à devenir protéiforme. Mais le risque de dilution qu'implique un tel projet doit en contrepartie nous inviter à resserrer la définition de la polémologie sur cet objet guerre – c'est-à-dire, au fond, sur cette activité humaine fondamentale qu'est l'administration de la mort à l'extérieur du groupe.

Références

- Boniface P. (2005), *Vers la quatrième guerre mondiale ?*, Paris, Colin.
- Close R. (1981), *Encore un effort et nous aurons définitivement perdu la troisième guerre mondiale*, Paris, Belfond.
- Del Valle A. (2001), *Guerres contre l'Europe*, Paris, Éd. des Syrtes.
- Eco U. (1999), *Cinq questions de morale*, Paris, Grasset.
- Freund J. (1972), Polémologie, science des conflits, *Études polémologiques*, n° 4.
- Gros F. (2006), *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris Gallimard.
- Hackett J. (1978), *The Third World War*. Trad. fr. (1980), *La troisième guerre mondiale*, Paris, Belfond.
- Hardt M. & Negri T. (2000), *Empire*, Paris, Exils.
- Hardt M. & Negri T. (2004), *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte.
- Hassner P. (2003), *La terreur et l'empire. La violence et la paix : tome 2*, Paris, Seuil.

- Hintermeyer P. & Schmoll P. (dir.) (2006), *Nouvelles figures de la guerre*, Strasbourg, Université Marc Bloch, Revue des sciences sociales n° 35.
- Huntington S.P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New-York, Touchstone. Trad. fr. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- Huyghe F.-B. (2004), *Quatrième guerre mondiale. Faire mourir et faire croire*, Paris, Éd. du Rocher.
- Johler R., Lamine A.-S. & Schmoll P. (dir.) (2007, à paraître), *La construction de l'ennemi – Die Konstruktion des Feindes*, Strasbourg & Tübingen, Université Marc Bloch & Universität Tübingen.
- Nixon R. (1980), *The Real War*, New-York, Warner Books. Trad. fr. (1980), *La vraie guerre*, Paris, Albin Michel.
- Parker G. (1984), *The Thirty Years' War*, London, Routledge & Kegan Paul. Trad. fr. (1987), *La guerre de Trente ans*, Paris, Aubier-Montaigne.
- Schmoll P. (1983), *La guerre demain. Les risques de conflit mondial dans les années 80*, Paris, Réseaux.
- Schmoll P. (2002), Le 11 septembre : la fin de la modernité ?, *Cultures en Mouvement*, n° 44, février, pp. 55-57. Texte repris et discuté in M. Pagès & al. (2003), *La violence politique. Pour une clinique de la complexité*, Ramonville Saint-Agne, Érès, pp. 47-53 et 91-108.
- Todd E. (2002), *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard.
- Wolton Th. (2006), *Quatrième guerre mondiale*, Paris, Grasset.